

The logo for SUD Energie, with 'Sud' in black and 'Energie' in green, both in a stylized, handwritten font.

**Après les attentats à Paris,
lutter contre la violence
intégriste, oui mais comment ?
Le point de vue de SUD-Energie**

The logo for Union syndicale Solidaires, with 'Union syndicale' in small text above 'Solidaires' in a large, bold, black font.

Les attentats commis à Paris la semaine du 5 janvier ont soulevé l'émotion de millions de citoyens. Les rassemblements quotidiens, les gigantesques marches dans tous le pays, et au-delà de nos frontières, ont montré combien nombreux étaient ceux qui avaient à cœur de saluer la mémoire des victimes, de manifester leur soutien à leurs proches, leur attachement à la liberté d'expression, leur rejet de la violence.

L'Union Syndicale Solidaires a pris toute sa place dans ce mouvement, en particulier en signant dès le 8 janvier avec les autres organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA le texte « *Le monde du travail, ensemble, pour les libertés et la démocratie* » appelant à la manifestation du 11 janvier.

Par contre, nous n'avons pas signé l'appel « *défendons les valeurs de la République* », émis le 9 janvier, associant au nom de « l'unité nationale » syndicats, partis et associations les plus divers. Cette initiative nous est apparue comme une vaste entreprise de récupération politique totalement nauséabonde, de même que la participation à Paris à la marche du 11 janvier de responsables politiques et gouvernementaux, de France et d'autres pays, dont certains soutiennent des politiques ouvertement racistes de par le monde, d'autres des politiques qui contribuent à la misère de millions de personnes, en particulier en Europe.

Ainsi de la présence du chef de la diplomatie russe, des chefs de gouvernement turc, gabonais, hongrois, des ministres algérien, égyptien, des Emirats arabes unis, tous chantres bien connus de la démocratie et de la liberté d'expression dans leur pays respectifs.

Quant à la présence du chef de l'Etat Israélien, autoproclamé représentant de la communauté juive frappée de manière ignoble dans ces attentats, comment oublier que le même mène en Palestine une politique ségrégationniste et expansionniste dont on sait qu'elle alimente la colère et la frustration sur lesquelles prospèrent les discours haineux et les violences antisémites ? Comment oublier la répression féroce et aveugle menée par son gouvernement contre les populations civiles de Gaza ?

Et si nous avons bien sûr de la compassion pour les victimes de ces attentats dans les rangs de la police, nous n'oublions pas pour autant que l'Etat, qui dispose du monopole de la violence légale, l'exerce aussi parfois de manière injustifiable, avec des conséquences dramatiques : la mort récente de R. Fraisse lors des manifestations contre le barrage de Sivens est là pour le rappeler.

Les journalistes et les caricaturistes de Charlie Hebdo assassinés pensaient sans doute comme Pierre Desproges que « l'on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui ». On peut certainement aussi pleurer de tout, mais pas avec n'importe qui.

C'est pourquoi nous avons marché, comme des millions d'autres, mais loin du cortège « officiel ».

Les causes de la situation effarante que nous vivons sont multiples : historiques, géopolitiques, économiques, idéologiques, psychologiques, sociales.

Historiques, parce que les groupes intégristes d'aujourd'hui prolifèrent le plus souvent sur les ruines d'États mis en place par les puissances coloniales. États autoritaires, corrompus, et dans lesquels l'opposition religieuse a pu apparaître comme une alternative à des peuples maintenus pendant des décennies dans des conditions de souffrance sociale au profit d'une élite usurpatrice. D'autant plus que ces États avaient pris soin de museler leur opposition laïque tout autant que leur opposition religieuse « radicale ».

Géopolitiques et économiques parce que l'intégrisme se revendique aussi d'un affrontement avec les puissances occidentales interventionnistes, depuis la première guerre du Golfe jusqu'aux récentes opérations en Lybie et au Mali, en passant par celles en Afghanistan et en Irak, menées au nom de la défense de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme. Pourtant ces mêmes puissances n'ont jamais hésité à s'associer à des régimes moyenâgeux et esclavagistes (comme l'Arabie Saoudite, la Mauritanie et bien d'autres) au gré de leurs intérêts géopolitiques. Les arrière-pensées politiques et économiques, en particulier quant au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles de ces pays ont surtout motivé ces interventions, dont on voit le résultat catastrophique aujourd'hui, sauf pour les vendeurs d'armes et les sociétés militaires privées en tout genre qui prospèrent sur le terrain.

Idéologiques et politiques parce que la violence intégriste est aussi l'expression du conflit interne qui se joue quant à l'avenir des sociétés bouleversées par les révolutions du « printemps arabe », entre d'un côté les aspirations à la démocratie, à l'émancipation sociale et culturelle des peuples, et de l'autre la réaction religieuse intégriste luttant pour imposer sa vision obscurantiste, refusant d'abdiquer son influence sur la société civile. En ce sens, l'intégrisme apparaît comme une forme de « fascisme religieux », proliférant sur la désespérance sociale et exploitant les difficultés de l'Islam à se séculariser.

Sur ce dernier point, rappelons au passage que l'Islam n'est pas différent des autres religions : ainsi, dans notre pays, il aura fallu des siècles et une révolution pour que le catholicisme se soumette, non sans réticences et soubresauts, aux lois de la République, et reconnaisse la séparation de l'Église et de l'État, la laïcité de l'État et de l'école publique, la liberté d'expression, y compris lorsqu'elle entre en conflit avec ce que la doctrine religieuse considère « sacré ». Ainsi, en France, le délit de blasphème, initialement supprimé en 1791, n'a été définitivement abrogé qu'en 1881, après bien des péripéties, et il reste encore formellement en vigueur en Alsace-Moselle, comme un héritage du Concordat. ... Et les déclarations du Pape suite aux attentats sont là pour nous rappeler que le respect de la liberté d'expression par l'Église catholique est loin d'être acquis : « *Si un grand ami dit du mal de ma mère, il doit s'attendre à recevoir un coup de poing !* », « *On ne peut provoquer, on ne peut insulter la foi des autres, on ne peut la tourner en dérision !* ». Tout en condamnant formellement les attentats, il s'agit, en assimilant la dérision à l'insulte et à la provocation, de laisser entendre que les journalistes de Charlie-Hebdo méritaient d'être punis. Tout au plus le châtement est-il jugé exagéré. Si au lieu de les abattre, les terroristes s'étaient

contentés de rouer de coups de poing les journalistes de Charlie-Hebdo, le Pape aura-t-il donné sa bénédiction ? Cette position rejoint d'ailleurs celles de la plupart des Imams dans une ambiguïté porteuse de tous les dangers. Avec une telle duplicité des autorités religieuses comment s'étonner des manifestations « anti-Charlie » ? La une du premier numéro post-attentats de Charlie-Hebdo a ceci de bouleversant qu'elle suggère un pardon « bilatéral », les survivants du journal allant jusqu'à pardonner l'assassinat des leurs ; force est de constater qu'en face les ministres des cultes sont eux incapables de pardonner de simples dessins. Ceux qui avaient encore des doutes sur l'extrême violence et l'extrême intolérance véhiculées par les religions devraient y réfléchir.

Idéologiques, encore, car que penser d'une mondialisation qui, n'ayant d'autres valeurs que l'individualisme le plus féroce et l'argent, semble ne laisser aux jeunes comme figure d'identification alternative au yuppie inaccessible, que celle du narcotrafiquant ou du djihadiste investi d'une mission sacrée?

Psychologiques, enfin, parce que la vulnérabilité d'un être humain à l'endoctrinement jusqu'à l'acceptation d'exercer la folie meurtrière ne peut se comprendre en dehors de son histoire singulière, intime.

Devant ce faisceau de causes qui semblent nous dépasser, nous sommes confrontés à un angoissant sentiment d'impuissance. Pourtant il existe un champ sur lequel nous pouvons agir. Car à côté des raisons évoquées ci-dessus, la dérive de ces quelques jeunes nés en France s'inscrit aussi dans une histoire sociale et politique dont nous sommes partie prenante. **Parmi les causes de la radicalisation de jeunes français endoctrinés dans les filières intégristes, certaines procèdent selon nous directement de la responsabilité politique de nos gouvernants. Et cela, nous refusons de le taire au nom d'un unanimité de circonstances.**

Pour endoctriner ces jeunes, l'islamisme radical s'appuie aussi sur un sentiment de discrimination sociale des citoyens d'origine africaine et de culture musulmane dans la société française. Et qui peut dire que ce sentiment ne repose pas sur des bases objectives ?

Qui peut nier que le chômage massif qui frappe durement les jeunes, frappe encore plus cruellement ceux issus de l'immigration africaine ? Toutes catégories confondues, les taux de chômage sont de 22% pour les immigrés originaires d'Afrique, de 16 % pour les immigrés, de 14 % pour les descendants d'immigrés, contre 8,6% pour les personnes non issues de l'immigration ; le rapport des probabilités d'être au chômage et d'être en emploi est 3,8 fois plus élevé pour un descendant de deux parents d'origine africaine que pour une personne non issue de l'immigration, il est 3 fois plus élevé pour un immigré d'origine africaine arrivé en France avant l'âge de 10 ans ; à caractéristiques comparables (âge, formation ..) il reste 2,2 fois plus élevé que pour une personne non issue de l'immigration (*Source : L'observatoire des inégalités et ministère de l'Emploi d'après l'Insee - Données 2012, 15-64 ans*)

Qui peut nier que les jeunes issus de l'immigration subissent des contrôles policiers « au faciès » ? Une enquête dirigée par deux chercheurs du CNRS en 2009, établissait que les personnes originaires du Maghreb et d'Afrique noire ont une probabilité d'être contrôlées par la police 2 à 15 fois plus élevée que les « blancs ». Depuis, les autres enquêtes n'ont pas montré d'amélioration significative sur ce point, en dépit des promesses faites par F. Hollande durant sa campagne.

Qui peut nier la discrimination subie dans l'accès au logement, du moins dans le secteur privé ? L'Institut national de la consommation, en partenariat avec le Défenseur des droits, a réalisé fin 2013 un « testing » auprès de 150 agences immobilières en France. Résultats, là où la personne de référence, « Anne, 28 ans, assistante de direction au siège d'une banque », obtenait 100 % de visites d'appartements, les personnes originaires du Maghreb et d'Afrique noire essayaient 30% de refus et se voyaient demander davantage de pièces justificatives pour les mêmes annonces.

Qui peut nier que les moyens affectés aux services publics ont été dramatiquement réduits dans les « quartiers » ces dernières années, conduisant à des formes objectives de ségrégation urbaine, conséquences de choix politiques et économiques désastreux ? Qui peut nier que les enseignants, les éducateurs spécialisés, en première ligne, sont le plus souvent dans l'impossibilité matérielle d'exercer leur mission éducative, par manque de moyens ?

Paupérisation, déqualification, discrimination, ségrégation, sentiment de ne pas avoir d'avenir dans une France colonisatrice qui a fait venir leurs pères et leurs grand-pères pour travailler dans ses usines et qui semble condamner leurs enfants à un statut de citoyens de seconde zone, sont autant de causes qui contribuent à légitimer aux yeux de quelques jeunes issus des « quartiers » le discours délirant des enrôleurs djihadistes. Et il n'est pas sans importance de remarquer que ce discours séduit aussi des jeunes non-issus de l'immigration, preuve que la discrimination sociale et pas seulement raciale est aussi source de frustrations pouvant conduire au pire.

La meilleure manière de lutter contre l'intégrisme religieux et sa folie meurtrière est d'agir ici et maintenant contre la ségrégation raciale et sociale dont est victime une partie de la population, paupérisée par des choix politiques qui incombent à nos gouvernants, et de manière générale contre la dégradation économique et sociale de toute notre société. Nous en avons le devoir comme syndicalistes, militants politiques ou associatifs, « simples » citoyens.

C'est aussi la meilleure manière de s'opposer à ceux qui veulent tirer profit de ces drames en cultivant l'amalgame, en entraînant le monde dans une absurde « guerre de civilisations » ; qu'ils se revendiquent des spécialistes du « nettoyage de cités au karcher » ou de l'extrême droite en embuscade.

